Le pouvoir aux travailleurs

09 Mai 2010

N° 162

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE

	PAGES
EDITORIAL :	
- L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS NE DEPEND PAS DE LA TENUE OU NON DES ELECTIONS MAIS DE LEUR MOBILISATION	2 - 3
- GREVE DES CHAUFFEURS : LE SEUL LANGAGE EFFICACE POUR SE FAIRE ENTENDRE	4 - 5
- L'ETAT PREPARE DE NOUVEAUX CADEAUX POUR LES PATRONS	6
- DELESTAGE : QUAND LES FAITS RATTRAPENT LES DEMAGOGUES	6
- LES POPULATIONS PRIVEES DE PIECES D'IDENTITE	7 - 8
- LE GOUVERNEMENT NE VEUT PAS DE QUARTIER PRECAIRE A COCODY	8
- LA RAPACITE PATRONALE N'A PAS DE LIMITE	9
- PORT AUTONOME : LA MOBILISATION GENERALE DES TRAVAILLEURS, UNE NECESSITE POUR IMPOSER DES REVENDICATIONS	9 - 10
- 1er MAI : APRES LES DISCOURS ON ATTEND LES ACTES	10 - 11
- BATIMENT : DES TRAVAILLEURS OBLIGES DE SE MOBLISER POUR TOUCHER LEUR PAIE	11 - 12
-IL Y A 50 ANS PLUSIEURS PAYS D'AFRIQUE ACCEDAIENT L'INDEPENDANCE	13 – 14 - 15

E d i t o r i a l

LA SITUATION CATASTROPHIQUE DES TRAVAILLEURS N'A RIEN A VOIR AVEC LA TENUE OU PAS DES ELECTIONS ! POUR QUE CELA CHANGE, IL FAUDRA FAIRE PAYER LES RICHES !

L'actualité dans notre pays est focalisée sur le processus électoral bloqué depuis le mois de février. L'opposition organise même une « *marche nationale* » le 15 mai pour faire pression sur Gbagbo, pour que ces élections, dit-elle, se tiennent dans les meilleurs délais. Ces élections sont montrées, notamment par l'opposition, comme une panacée « *pour sortir la Côte d'Ivoire du trou* ». Sauf que ces gens là se gardent bien de dire que la Côte d'Ivoire des riches, elle, n'est certainement pas dans un trou, à l'exemple de cette riche dame ivoirienne qui aurait acheté récemment 3 bouteilles de vin à l'aéroport de Paris, avant d'embarquer dans son avion pour Abidjan, pour une somme de 20 millions de francs ! Par contre, en face, oui, il y a la Côte d'Ivoire des laissés pour compte que sont les ouvriers qui triment dans les usines, les chantiers et les docks, pour une bouchée de pain ; il y a ces gamines qui sont obligées de travailler comme bonne à tout faire chez les riches ; il y a ces femmes et ces enfants qui vendent le long des rues, souvent sous un soleil de plomb, en espérant ainsi compléter le revenu familial qui n'arrive plus depuis longtemps à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la famille.

Or, l'aggravation de la situation de ces familles ouvrières n'a pas pour causes directes la division du pays en deux depuis 2002 et la non tenue des élections depuis 2005. Si c'était cela, on aurait aussi vu la situation des riches de ce pays se dégrader. Or, il n'en est rien ! Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que, au Nord comme au Sud du pays, des riches se sont enrichis comme jamais auparavant. Le seul fait que l'activité au Port Autonome d'Abidjan bat tous les records de tonnage depuis quelques temps est un indice d'une reprise des échanges économiques et par conséquent des profits qui en découlent pour les détenteurs des capitaux.

Par contre, du fait du manque d'organisation des ouvriers, voire de leur division, les industriels comme Filtisac, Unilever, Nestlé, Bolloré et consorts, ont prétexté la conjoncture politique du pays pour aggraver d'année en année la situation des travailleurs dans les entreprises. Ils sont aidés en cela par le gouvernement qui défend dans les faits les intérêts patronaux, ne serait-ce qu'en réprimant systématiquement les mouvements grévistes. Les patrons

gouvernement qui défend dans les faits les intérêts patronaux, ne serait-ce qu'en réprimant systématiquement les mouvements grévistes. Les patrons sont aussi aidés par les Centrales syndicales que sont l'Ugtci, Dignité et la Fesaci, ne serait-ce que par leur passivité !

Leur comportement lors de la grève des chauffeurs durant le mois d'avril qui a duré une semaine est caractéristique de gens qui sont contre les travailleurs. Ce fut particulièrement le cas de Mahan Gahé, le dirigeant de Dignité, qui avait dit que les chauffeurs faisaient « *le jeu des ennemis de la Côte d'Ivoire* », comme si les seuls ennemis des travailleurs, ce n'était pas les riches qui les exploitent !

Bien sûr, ces dirigeants syndicaux n'ont pas manqué de paroles compatissantes à l'égard des travailleurs à l'occasion du premier mai. Sauf que les travailleurs, ce ne sont pas de paroles mielleuses dont ils ont besoin, mais d'une solidarité active lorsqu'ils sont en grève !

Evidemment, la crise de l'économie capitaliste mondiale concoure à l'aggravation de la situation des travailleurs. Gbagbo l'a expliqué à l'occasion de cette journée internationale des travailleurs. Mais son objectif était surtout de bien marteler ensuite l'idée que si le prix du riz grimpe sur le marché mondial - c'est l'exemple qu'il avait pris- lui Gbagbo ne peut rien y faire !

Augmenter le salaire des travailleurs, pour compenser l'augmentation du prix du riz, ça, ça ne lui viendrait pas à l'idée, pas plus à ses opposants, qui sont avant tout, autant qu'ils sont, des défenseurs des intérêts des riches !

Pour Gbagbo et ses compères de l'opposition, comme pour les riches de ce pays, c'est aux populations pauvres de se sacrifier quitte à crever de faim eux et leurs familles !

Non, ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la crise capitaliste mondiale, ni d'une quelconque conjoncture politique. Mais pour cela, ils n'ont pas d'autres choix que de prendre eux-mêmes leur sort en main et d'imposer leurs revendications par leurs luttes collectives.

GREVE DES CHAUFFEURS : LE SEUL LANGAGE EFFICACE POUR SE FAIRE ENTENDRE !

Suite à l'augmentation de 30 Fr du prix du gasoil décidée par le gouvernement, les chauffeurs des transports en commun du secteur privé étaient en grève durant 5 jours dans les villes sous contrôle gouvernemental. Ils revendiquaient principalement une baisse de 195 Fr sur le prix du gasoil. Finalement, les grévistes ont contraint le gouvernement à reculer après une semaine de grève. Il a annulé les 30 Fr d'augmentation.

Cette grève avait particulièrement mobilisé les chauffeurs parce que ce sont eux et non les propriétaires des véhicules qui supportent les frais relatifs au carburant. De surcroît, il leur aurait été difficile de répercuter une éventuelle augmentation du carburant sur leurs tarifs, sachant que les populations qui empruntent les gbaka et les wôro-wôro n'ont pas les moyens de payer plus. Déjà, avec les tarifs actuels de nombreux travailleurs sont contraints à marcher à pieds.

Cette grève des chauffeurs a trouvé un large soutien populaire malgré la gêne qu'elle a engendrée. Au 4ème jour de grève, Le jeudi 15 avril, des femmes ont marché dans les rues de Treichville, Marcory et Koumassi, apportant leur solidarité aux grévistes.

Cette augmentation du prix du carburant, si elle se maintenait, aurait inévitablement entraîné une nouvelle augmentation du prix du transport, entraînant à son tour une hausse des prix des produits de première nécessité tels que le riz, l'igname, la banane, le charbon, l'aubergine, la tomate, etc.

C'est en connaissance de cause que le gouvernement avait décidé de procéder à cette énième augmentation, montrant ainsi tout le mépris des hauts dirigeants de ce pays envers les populations pauvres.

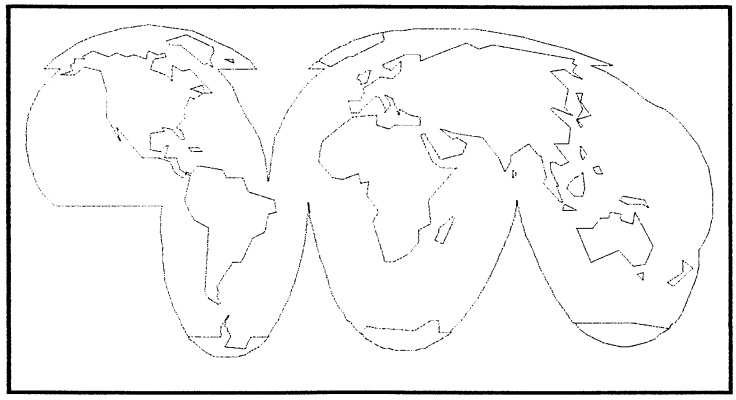
D'ailleurs, ce gouvernement prétendait qu'il lui était impossible de concéder plus que les 30 Fr que les grévistes ont arrachés par leur lutte ! Mais comment ce gouvernement explique t-il donc que le prix du gasoil à la pompe est fixé à 615 Fr en Côte d'Ivoire, 535 Fr au Mali et 296 Fr au Niger ? De plus, selon les chiffres parus dans les journaux, le coût du gasoil serait de 290 Fr à la sortie de la Sir. L'écart avec le prix à la pompe est donc encore de 325 Fr !

La différence est empochée en partie par les compagnies pétrolières et les distributeurs de carburant et en grande partie par l'Etat sous forme de taxes. Mais que fait-il donc de bon avec cet argent ? Les routes ne sont pas entretenues ; les ordures ne sont pas ramassées ; les hôpitaux sont des mouroirs pour pauvres ! Tout cela, parce que l'argent collecté par le gouvernement va pour une part importante dans la poche des riches ! Un haut dirigeant de l'Etat avait

fièrement annoncé à la presse que le gouvernement a fait 800 milliards de francs de cadeaux aux entreprises depuis 2001sous forme de réductions d'impôts ! Ce que le gouvernement prend dans la poche des pauvres, il le donne aux riches !

Il est clair que les travailleurs, à l'exemple des chauffeurs qui ont lutté, n'auront que ce qu'ils seront capables d'arracher par leur lutte, face au patronat et au gouvernement à leur service.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'ETAT PREPARE DE NOUVEAUX CADEAUX POUR LES PATRONS

Dans le projet d'annexe fiscale 2010, le gouvernement a prévu de nombreux cadeaux aux riches et aux patrons. Nous citons ici quelques mesures. Il y a la suppression de « *la taxe pour le développement de l'habitat* » ; il y a une exemption de la TVA pour les entreprises qui réalisent plus de 70% de leur chiffre d'affaire à l'exportation ; la diminution de la base d'imposition pour les compagnies d'assurance de 80 à 50%.

Par ailleurs, pour la « *relance des activités dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles* », les entreprises qui y sont restées ou qui vont s'installer seront aussi exonérées d'impôts pendant 5 ans ! Toutes ces mesures viennent s'ajouter à celles qui existent déjà et que l'Etat a évaluées à près de 800 milliards cumulés sur les 10 dernières années. D'après le ministre de l'Economie et des Finances ces cadeaux sont destinés à appuyer « *la politique de reconstruction et de lutte contre la pauvreté* ». En clair, ces gens là remplissent les poches des riches sous prétexte d'aider les pauvres. De qui se moque-t-on ?

DELESTAGE : QUAND LES FAITS RATTRAPENT LES DEMAGOGUES

Depuis début février, les infrastructures électriques ivoiriennes n'arrivent plus à couvrir les besoins en énergie du pays. La Côte d'Ivoire fait face à une crise énergétique. Des villes de l'intérieur et Abidjan sont donc soumis à un rationnement de l'électricité. Mais comme par hasard, ce sont les bas quartiers qui sont délestés au profit des quartiers riches. Au départ, cette situation était prévue pour durer 3 mois, le temps que devais durer la maintenance de la centrale thermique d'Azito.

Cependant, dans le courant du mois de mars, le camp présidentiel s'était livré à une campagne démagogique faisant croire qu'il allait résoudre le problème du délestage. Des journaux titraient : « *le président prend le problème du délestage à bras le corps* » ; « *Gbagbo donne des instructions fermes pour venir à bout du délestage* », etc. Quelques jours après, il nous annonçait pompeusement que le délestage ne serait plus qu'un mauvais souvenir.

Mais, au début du mois d'avril un nouveau délestage est annoncé par le ministère de tutelle prétextant qu'une autre centrale électrique (CIPREL) serait en maintenance jusqu'à la fin du mois de mai. Ainsi donc les populations sont de nouveau soumises aux coupures intempestives de courant.

Ce sont là les conséquences du manque de prévoyance élémentaire de

la part du pouvoir public dont les tenants sont beaucoup préoccupés à se remplir les poches.

DELESTAGE : LA POPULATION DOUBLEMENT VICTIME

Dans un quotidien, il est rapporté que, dans la nuit du mercredi 28 avril à Yamoussoukro, un bandit, dissimulé dans l'obscurité due au délestage, a agressé et blessé grièvement un DJ (personne qui s'occupe de la musique dans un bar ou maquis). Ce dernier, encore en vie, a été amené dans une clinique qui, comme toutes les autres, était fermée à cause des coupures d'électricité. C'est au CHR de la ville où le DJ est envoyé qu'il décède. Malheureusement, ce fait n'est pas un cas isolé !

Le manque de lumière dans les rues aggrave la situation d'insécurité dans laquelle se trouvent les quartiers populaires. Ainsi, les piétons deviennent des cibles faciles pour les agresseurs de tout acabit.

Les autorités, pour soi-disant sécuriser les personnes et les biens, envoient patrouiller leurs hommes en tenue dans ces quartiers populaires et leurs environs. Ces corps habillés profitent eux aussi de l'obscurité à la faveur du délestage pour faire main basse sur l'argent et les objets de valeur des gens qu'ils rencontrent et qu'ils fouillent systématiquement.

Dans les quartiers huppés, les riches, eux ont les moyens de se payer les services des vigiles pour leur sécurité et de s'équiper de groupes électrogènes pour avoir du courant en permanence.

Ces coupures de courant très fréquentes, loin d'être une catastrophe naturelle, est une situation due à l'irresponsabilité des dirigeants politiques et de leur mépris vis-à-vis de la population

LES POPULATIONS PRIVEES DE PIECES D'IDENTITE

Depuis plus de huit ans, les populations ivoiriennes ne circulent qu'avec des attestations d'identité tenant lieu de pièce d'identité. Il fallait les renouveler auparavant tous les six mois et depuis quelque temps, chaque année. Pour leur confection, il faut en plus débourser au moins deux mille francs et perdre du temps à faire la queue. Si jamais le patronyme du demandeur ne sonne pas bien à l'oreille de l'officier de police chargé d'établir la pièce, la demande risque fort d'être rejetée. Les demandeurs de papiers sont rançonnés pendant l'établissement du papier.

L E U R S O C I E T E

L'ETAT PREPARE DE NOUVEAUX CADEAUX POUR LES PATRONS

Dans le projet d'annexe fiscale 2010, le gouvernement a prévu de nombreux cadeaux aux riches et aux patrons. Nous citons ici quelques mesures. Il y a la suppression de « *la taxe pour le développement de l'habitat* » ; il y a une exemption de la TVA pour les entreprises qui réalisent plus de 70% de leur chiffre d'affaire à l'exportation ; la diminution de la base d'imposition pour les compagnies d'assurance de 80 à 50%.

Par ailleurs, pour la « *relance des activités dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles* », les entreprises qui y sont restées ou qui vont s'installer seront aussi exonérées d'impôts pendant 5 ans ! Toutes ces mesures viennent s'ajouter à celles qui existent déjà et que l'Etat a évaluées à près de 800 milliards cumulés sur les 10 dernières années. D'après le ministre de l'Economie et des Finances ces cadeaux sont destinés à appuyer « *la politique de reconstruction et de lutte contre la pauvreté* ». En clair, ces gens là remplissent les poches des riches sous prétexte d'aider les pauvres. De qui se moque-t-on ?

DELESTAGE : QUAND LES FAITS RATTRAPENT LES DEMAGOGUES

Depuis début février, les infrastructures électriques ivoiriennes n'arrivent plus à couvrir les besoins en énergie du pays. La Côte d'Ivoire fait face à une crise énergétique. Des villes de l'intérieur et Abidjan sont donc soumis à un rationnement de l'électricité. Mais comme par hasard, ce sont les bas quartiers qui sont délestés au profit des quartiers riches. Au départ, cette situation était prévue pour durer 3 mois, le temps que devais durer la maintenance de la centrale thermique d'Azito.

Cependant, dans le courant du mois de mars, le camp présidentiel s'était livré à une campagne démagogique faisant croire qu'il allait résoudre le problème du délestage. Des journaux titraient : « *le président prend le problème du délestage à bras le corps* » ; « *Gbagbo donne des instructions fermes pour venir à bout du délestage* », etc. Quelques jours après, il nous annonçait pompeusement que le délestage ne serait plus qu'un mauvais souvenir.

Mais, au début du mois d'avril un nouveau délestage est annoncé par le ministère de tutelle prétextant qu'une autre centrale électrique (CIPREL) serait en maintenance jusqu'à la fin du mois de mai. Ainsi donc les populations sont de nouveau soumises aux coupures intempestives de courant.

Ce sont là les conséquences du manque de prévoyance élémentaire de

L E U R S O C I E T E

Après l'enrôlement et l'identification, il était prévu que les populations puissent entrer en possession de leurs pièces. Mais voici des mois que tout est bloqué. Le camp présidentiel veut contrôler la liste électorale, pour être sûr de gagner les élections. Ainsi, il voit des étrangers partout.

En attendant, faute de pièces d'identité, les populations subissent les brimades, les frustrations et le racket des forces de l'ordre au cours des contrôles de pièces. Le pouvoir en place attend-il que la population proteste collectivement contre ce fait et descende dans les rues ? Peut-être que là les pièces d'identité seraient rapidement confectionnées et mises à la disposition de tous.

LE GOUVERNEMENT NE VEUT PAS DE QUARTIER PRECAIRE A COCODY

Dans le courant du mois d'avril, le gouvernement a chassé les habitants d'un quartier précaire de Cocody situé sur la route d'Anono. C'est nuitamment que les populations de ce quartier ont été investies par des policiers et des engins Caterpillar. Aucun de ces habitants n'était préparé à un déménagement de ce genre. Dans la précipitation, certains n'ont pu sauver que quelques effets indispensables et importants pour eux. D'autres ont tout perdu sous la pression exercée par les policiers et les engins qui rasaient tout sur leur passage.

Ces personnes qui ont élu domicile sur ce site sont pour la plupart les employés qui gardent et entretiennent les maisons luxueuses de ce quartier de riches. Ce sont eux qui veillent sur les enfants de ces riches et leur font à manger. Les maigres salaires qu'ils perçoivent ne pouvant pas leur assurer le transport, ils sont obligés d'habiter sur ce site proche de leur lieu de travail. En plus ces salaires sont insuffisants pour leur permettre d'habiter des maisons décentes.

Ce gouvernement qui vient de les chasser n'a aucun plan de logement pour les populations pauvres. Il n'a jamais rien fait pour les loger décemment. Même si un changement de lieu d'habitation était justifié à cause de la saison pluvieuse, il aurait pu aménager un nouveau site au préalable pour accueillir ces populations. Mais au mépris des difficultés que vivent ces populations, les autorités gouvernementales ont fait le choix de les mettre dehors plutôt que de leur trouver des habitations.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA RAPACITE PATRONALE N'A PAS DE LIMITE

Voici le témoignage d'un travailleur de la zone industrielle de Yopougon.

« Je travaille à Quik-net services, un sous-traitant de CEMOI, une grande entreprise de traitement de cacao située dans la Zone Industrielle de Yopougon. Je me charge du nettoyage et de l'entretien. Je travaille alternativement une semaine la nuit et une semaine le jour.

Le salaire est tellement bas et notre situation de journaliers tellement précaire que lorsque je travaille de nuit, le matin après le boulot, je prends ma brouette et je me rends à la gare de Yopougon proposer mes services à des voyageurs qui en auraient besoin pour leurs bagages. Je fais ce travail d'appoint pour arrondir les fins de mois qui sont très durs. »

Voilà à quoi sont réduits des travailleurs qui pourtant suent du profit pour leurs employeurs, de jour comme de nuit. Il faudra bien leur faire payer ça un jour !

PORT AUTONOME : LA MOBILISATION GENERALE DES TRAVAILLEURS, UNE NECESSITE POUR IMPOSER DES REVENDICATIONS

Récemment, des dockers ont procédé à un ralentissement du travail à l'intérieur du port. Depuis bientôt un an et demi, ils se battent pour obtenir entre autres, la réévaluation de leur taux horaire, la réduction des heures de travail à 8 au lieu de 12 etc. Mais jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont rien obtenu.

Ce qui a de nouveau mis le feu aux poudres

Lors du meeting d'information au hall d'embauche le 20 Avril dernier, des personnes ont tenté de renverser la table sur laquelle se tenaient des responsables du CNDD (Collectif National des Dockers et dockers transit pour la défense de leurs droits) le principal syndicat des dockers. Une bagarre s'en est suivie. Les forces de l'ordre sont arrivées et ont dispersé tous ceux qui étaient présents. C'est suite à cela que les travailleurs ont décidé de ralentir les chargements et déchargements des bateaux perturbant sérieusement les activités. Cela s'est alors traduit par une longue file composée de centaines de camions en attente de chargement tout le long du port.

Encore une fois, rien n'a été obtenu après ce mouvement.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'attitude des pouvoirs publics et du patronat reste toujours la même.

Un an et demi de luttes dans le port sans que le patronat et le gouvernement ne trouvent une solution au problème, cela nous montre à quel point ils ne veulent strictement rien lâcher aux travailleurs. Ils ont depuis le début eu la même attitude méprisante vis-à-vis des travailleurs. Leur technique est simple ; quand la mobilisation des travailleurs est forte, ils font mine de vouloir régler le problème. Ils font venir les représentants des travailleurs à la table des négociations ; ils demandent aux travailleurs de reprendre le travail pendant les tractations ; et une fois que les dockers rentrent dans le rang, le dossier est rangé dans les tiroirs jusqu'à ce qu'un autre mouvement éclate.

Gouvernement et patronat ne comprennent que le langage de la lutte

Si depuis tout ce temps que dure le mouvement dans le port, les patrons n'ont jusque là rien lâché aux travailleurs, c'est peut être parce que la mobilisation n'a pas encore été conséquente au point de les faire reculer.

Alors, il faudra peut être que les dockers trouvent d'autres alliés dans la zone à commencer par les travailleurs saisonniers et journaliers qui vivent les mêmes difficultés qu'eux. Il y a aussi les ouvriers d'usine, nombreux à Vridi et dont la situation n'est pas meilleure que celle des dockers quand elle n'est pas pire. Tous ces travailleurs sont des alliés naturels des dockers en lutte. L'union fait la force.

1er MAI : APRES LES DISCOURS ON ATTEND LES ACTES

Comme les années précédentes, les dirigeants des trois centrales syndicales, UGTCI, DIGNITE et FESACI, ont été invitées à présenter leur cahier de doléances au président. Mais avant cela, ils étaient autorisés à prendre la parole chacun pour 10 minutes. Dans leurs différentes allocutions, ils ont dit que c'était aux travailleurs de faire plus de sacrifices parce que le pays traverse une crise. Ce qui est un comble pour des gens qui sont sensés être précisément les défenseurs des intérêts des travailleurs.

Le fait marquant pour cette année, c'est qu'en prélude au cinquantenaire, le gouvernement a demandé que les centrales organisent des défilés, ce qui était interdit depuis 2003. La centrale DIGNITE, proche du FPI avait même exigé comme pagne pour ce premier mai, le pagne du cinquantenaire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Au siège de Dignité avant même le défilé, MAHAN Gahé a tenu une assemblée en présence de deux ministres dont celui de la fonction publique. Comme d'habitude, ce dirigeant syndical a justifié la misère des travailleurs par le fait de la crise et demandé une fois encore d'attendre la fin de la crise. Pour l'amélioration du Smig, il a dit que 20 ans avant il revendiquait 120.000Fr, aujourd'hui le gouvernement et le patronat proposent la moitié. Malgré cet écart il est d'accord. Et même pour son application, il suggère aussi d'attendre la fin de la crise.

Du côté de l'UGTCI, le secrétaire de cette vieille Centrale est plutôt préoccupé par le fait que la caisse de son syndicat est vide. En voila une préoccupation !

Le président, en réponse aux timides sollicitations des centrales syndicales, a soulevé le problème de la non-déclaration des travailleurs à la CNPS. A priori cela pourrait paraître comme une préoccupation favorable aux travailleurs. Sauf que cette déclaration ne sera pas suivie d'effet car dans les faits Gbagbo ne fait aucune pression réelle sur les patrons pour les obliger à changer leur comportement sur ce sujet.

Il a aussi déploré que les payes ne se font par sur bulletin. Ce serait effectivement un progrès si tous les travailleurs avaient un bulletin en bonne et due forme, comme la loi l'exige. Gbagbo cause beaucoup mais laisse les mains libres aux employeurs.

Quant au Smig, il est toujours fixé à 36 000 F mensuel. Les travailleurs savent bien qu'avec une telle somme dérisoire il leur est très difficile de se nourrir, de se vêtir, de se soigner et d'envoyer leurs enfants à l'école. La revalorisation de ce salaire a été vaguement évoquée et sa réponse ne serait donnée que dans deux mois. Mais cela fait deux ans que Gbagbo ajourne cette revalorisation pourtant espérée par beaucoup de travailleurs concernés par les bas salaires. Sur tous ces sujets il n'y a eu que des paroles. Le monde du travail est en droit d'attendre des actes.

BATIMENT : DES TRAVAILLEURS OBLIGES DE SE MOBLISER POUR TOUCHER LEUR PAIE

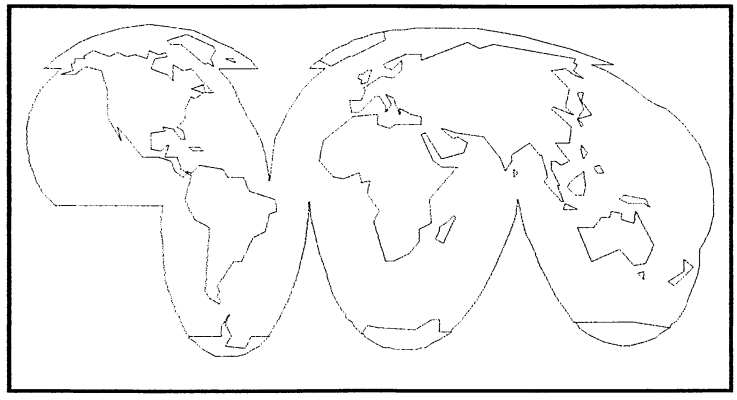
Sur les différents chantiers à travers la ville d'Abidjan, les conditions de travail ne diffèrent pas : salaires de misères, manque de sécurité, etc. Mais le cas qui fait vraiment parler un peu partout, c'est le fait que les salaires des travailleurs ne sont payés qu'avec des semaines de retard et même souvent après des arrêts de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Sur le chantier en construction de l'hôpital général de Cocody Angré, les travaux avancent mais pour le paiement des salaires, à chaque fin de quinzaine, il faut attendre plus de trois semaines voire plus. Lassés, les travailleurs sont obligés souvent de faire des menaces ou des arrêts de travail en bloquant l'accès au chantier au patron et autres chefs. Par exemple, la première quinzaine du mois d'avril n'a été payée que le 27 et cela, suite à une nouvelle mobilisation des travailleurs.

Sur le chantier de Batim-ci qui construit une usine à la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs attendent toujours leur salaire de la première quinzaine du mois d'avril alors que ce chantier n'est qu'à son début. Pour le moment il n'y a pas d'arrêt de travail mais les travailleurs mécontents ne répondent plus à l'appel de la sirène. Ils traînent les pieds et les petits chefs n'y peuvent rien car eux-mêmes sont concernés par le même problème.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IL Y A 50 ANS PLUSIEURS PAYS D'AFRIQUE ACCEDAIENT A L'INDEPENDANCE

En 1960, de nombreux pays africains accèdent à l'indépendance. Pour la partie française, quatorze territoires situés en Afrique subsaharienne et dans l'océan Indien, sont concernés cette année-là par cette vague importante de décolonisation, précédée deux ans plus tôt (octobre 1958) par celle de la Guinée Conakry.

En ce qui concerne les possessions anglaises de la partie subsaharienne du continent, c'est le Ghana qui a ouvert le processus, en accédant à la souveraineté le 6 mars 1957. Les indépendances des autres colonies britanniques seront obtenues successivement tout au long des années 60 à 68.

L a Belgique aussi dut se résoudre à lâcher prise sur ses possessions, dont principalement le riche et vaste Congo, 70 ou 80 fois plus grand qu'elle.

Les colonies portugaises n'accèderont à l'indépendance qu'en 1974 et 1975 à la suite d'une longue lutte armée de libération. De plus celle-ci s'est prolongée durant de longues années après l'indépendance à cause de l'implication de l'Afrique du Sud à l'époque où celle-ci était dirigée par les blancs racistes qui gouvernaient le pays sous le régime de l'apartheid. Ils intervenaient surtout, aux côtés de plusieurs grandes puissances capitalistes, en soutenant militairement, financièrement et matériellement des bandes armées.

La cause principale de cette vague de décolonisation de l'immense empire colonial français est l'affaiblissement de la puissance impérialiste française : elle avait été vaincue en juin 1940. Même si, à la fin de la deuxième guerre mondiale la France se retrouvait dans le camp des vainqueurs, le débarquement anglo-américain en juin 1944 apparaissait aux yeux de tous y compris des peuples colonisés, comme une preuve de sa faiblesse. Des milliers de « *tirailleurs* » issus des quatre coins du continent, sont revenus dans leur pays d'origine. Certes beaucoup d'entre eux ont péri dans les combats, mais ceux qui ont survécu et sont revenus, ont forcément raconté ce qu'ils ont ressenti : la faiblesse de la France et la victoire américaine.

La France, puissance mondiale de second rang, sortait donc affaiblie du conflit.

De manière peut-être confuse et balbutiante, partout, pas seulement en Afrique mais aussi dans les territoires coloniaux d'Asie, on espérait bien que le lourd tribut payé à la guerre serait payé en retour par une plus grande considération, voire par l'indépendance. Certaines personnes parmi les classes aisées et parmi les intellectuels tels que les instituteurs, les médecins, les pasteurs d'églises, les employés de certaines administrations etc... étaient de par leur fonction, plus ou moins au courant de ce qui se passait ailleurs. Au sortir de la guerre quelques uns parmi eux possédaient même un poste de radio. Les mots

liberté, démocratie, droits des peuples, « *Organisation des Nations Unies* », ont même figuré dans les manuels scolaires. A Madagascar par exemple ces manuels ont été retirés des écoles et remplacés par d'autres. Des associations d'instituteurs ont été dissoutes.

Le Général De gaulle qui avait rallié les gouverneurs des pays coloniaux à « *la Résistance* », a convoqué ceux-ci ainsi que de nombreux hauts fonctionnaires à une conférence. Elle a eu lieu en janvier 44 à Brazzaville, capitale de l'Afrique Equatoriale française. Il y a entre autre déclaré qu' « *il appartient à la nation française...de procéder le moment venu aux réformes impériales de structures...* ». Au cours de cette conférence, le gouverneur général Félix Eboué qui était originaire des Antilles et de la Guyane, fit part de l'opinion des « *intellectuels noirs* ». Ceux-ci aspiraient à davantage de considération à leur égard et réclamaient l'accès pour eux à certains postes jusques là réservés aux seuls métropolitains.

Cette conférence, qui ne promettait pas grand'chose a néanmoins suscité un petit espoir dans toutes les colonies françaises. Rapidement la déception fut grande, surtout que les Etats-Unis, qui ne possédaient pas de territoire colonial formel (ils se contentaient d'épauler des dictateurs sanglants en Amérique latine), préconisaient via l'Onu, la « *constitution de self-governments* ». En évitant de se prononcer clairement en faveur de l'indépendance des colonies, ils ménageaient les susceptibilités de leurs alliés, les grandes puissances capitalistes de seconde zone.

C'est dans ce contexte que dans le Constantinois algérien, dans les villes de Sétif, de Guelma et de Bône, des manifestations pour l'indépendance ont débuté le jour même de la célébration de l'armistice : le 8 Mai 1945. La brutalité des policiers a transformé la manifestation en émeute, faisant 29 européens tués à Sétif. L'armée coloniale épaulée par des colons civils s'est livrée à un véritable carnage en tirant dans le tas, sans discernement sur les foules. Des dizaines de milliers d'algériens ont ainsi été abattus et des villages alentours rayés de la carte avec les femmes, les enfants et les vieillards qui y habitaient.

En fin mars1947 éclatait l'insurrection malgache. Des centaines de milliers de personnes, désespérées, affamées, révoltées par les injustices, entrent en rébellion, s'attaquant aux fermes des grands colons et aux camps militaires français. Ce n'est qu'après une année entière d'exécutions sommaires, de quadrillages du pays par des parachutistes, d'encerclement des forêts où se réfugient des insurgés, que la rébellion sera matée. Selon les seuls chiffres officiels, il y a eu 80 mille morts.

Malgré leur écrasement, ces événements et bien d'autres de moindre envergure qui se sont déroulés durant toute la période coloniale et sous toute latitude, montraient que pour sortir de

l'oppression coloniale et accéder à la dignité, il n'y avait pas d'autre solution que celle de la lutte.

La lutte armée en Indochine et en Algérie que le colonialisme français n'arrivait pas à vaincre malgré ses énormes moyens allait accélérer le processus de décolonisation car ce que les dirigeants français craignaient avant tout c'était l'embrasement dans l'ensemble de leurs colonies. Il valait mieux pour eux mettre des dirigeants locaux qu'ils avaient préalablement sélectionnés et formés à la tête des futurs Etats indépendants plutôt que d'avoir à subir de nouvelles guerres coloniales.

Tous les peuples colonisés aspiraient à l'indépendance. La classe ouvrière des pays africains, à part en Afrique du sud, était très faible numériquement et sans beaucoup d'expérience. Les intellectuels qui dirigeaient le mouvement nationaliste ne s'intéressaient pas à elle en tant que telle c'est-à-dire en tant que seule classe sociale susceptible de renverser non seulement l'ordre colonial mais de mettre en cause le système capitaliste lui-même.

Il n'en reste pas moins que débutait en octobre 1947 une grande grève des cheminots de la ligne Dakar/Niger. Cette grève racontée par l'écrivain/cinéaste Sembene Ousmane dans son roman « *Les bouts de bois de Dieu* », a duré près de cinq mois et a à sa façon unifié les travailleurs du rail de plusieurs pays de l'Afrique Occidentale Française. Les revendications des grévistes étaient multiples, mais surtout augmentation des salaires et « *cadre unique* » c'est-à-dire égalité des droits entre employés blancs et noirs. Toute l'économie de l'AOF (Afrique Occidentale Française) s'est trouvée menacée de paralysie par la grève du rail. Les cheminots ont remporté une victoire à la fois sur la régie des chemins de fer et l'administration coloniale. A leur façon ils faisaient ainsi la démonstration que même minoritaires dans l'Afrique de cette époque, ils avaient une grande capacité de solidarité et d'organisation entre eux et par delà les frontières coloniales.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.